

ZIMBABWE

Les droits des citoyens doivent passer avant les considérations politiques

Index AI : AFR 46/023/02

Les autorités zimbabwéennes continuent depuis l'élection présidentielle de réprimer les militants et les organisations non gouvernementales qui œuvrent pour la défense des droits humains. Amnesty International a donc appelé aujourd'hui (lundi 18 mars 2002) la troïka du Commonwealth composée des présidents de l'Afrique du Sud et du Nigéria et du Premier ministre australien à prendre en compte les problèmes liés aux droits de la personne lors de leurs délibérations.

« Pour résoudre ces problèmes il faut démanteler immédiatement les milices soutenues par l'État, libérer les 100 personnes et plus qui sont toujours détenues illégalement, réformer la police pour qu'elle agisse de manière impartiale et abolir les lois qui portent atteinte à la liberté d'expression et d'association », a indiqué Amnesty International aux présidents de l'Afrique du Sud et du Nigéria et au Premier ministre

australien.

« Il faut que les dirigeants des pays du Commonwealth s'attèlent maintenant à trouver des solutions à long terme pour mettre fin au climat favorisant les violations des droits humains et l'impunité qui règne actuellement au Zimbabwe », a déclaré l'organisation.

La réunion, la semaine prochaine, de la Commission des droits de l'homme des Nations unies constitue une bonne occasion de proposer des mesures concrètes pour résoudre les problèmes que connaît le pays en matière de respect des droits humains.

Amnesty International a reçu à plusieurs reprises des informations selon lesquelles les milices financées par l'État loin d'être démantelées avaient joint leurs efforts pour traquer, attaquer et enlever des membres de l'opposition – dont un grand nombre ont travaillé comme scrutateurs pendant l'élection – à Chitungwiza et dans six provinces. Le 15 mars à Marondera, une vingtaine de membres d'une milice affiliée au Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (ZANU-PF, Union nationale

africaine du Zimbabwe-Front patriotique) ont battu à mort un vigile qui surveillait un domaine agricole et blessé grièvement un exploitant agricole. Cette milice a, le 15 mars également, détenu et torturé trois scrutateurs membres du *Movement for Democratic Change* (MDC, Mouvement pour le changement démocratique).

Une organisation locale de défense des droits humains a décrit la semaine dernière comment une milice affiliée au ZANU-PF opérant à partir d'une dizaine de bases situées dans les environs de la ville de Macheke (province du Mashonaland-Est) avait torturé des opposants politiques présumés. Des membres du *National Youth Service* (Service national de la jeunesse) du centre de formation de Border Gezi, près de Mount Darwin, auraient pris part à ces enlèvements et passages à tabac.

À ce jour, les groupes zimbabwéens de défense des droits humains ont recensé 22 victimes

La situation catastrophique des droits humains s'accompagne d'une menace de famine qui pèse sur plusieurs régions du pays. Des milliers de personnes risquent

d'actes de torture qui sont venues se faire soigner à Harare après avoir été détenues illégalement par des milices opérant dans le pays.

Amnesty International estime que plus d'une centaine de personnes sont toujours détenues dans les différentes bases, la police se montrant peu encline à intervenir pour libérer les personnes ainsi séquestrées. Un détenu a décrit à l'organisation comment il avait été séquestré pendant trois semaines dans plusieurs camps situés autour de Mutoko (province du Mashonaland-Est) avant d'être finalement libéré.

La police a déclaré en privé aux défenseurs des droits humains du Zimbabwe qu'elle ne pouvait pas intervenir contre les milices et les sympathisants du parti au pouvoir. Cependant, les victimes ont souvent signalé qu'elles avaient vu des policiers sur les lieux d'attaques et de passages à tabac commis par des milices.

d'être contraintes de se rendre dans les pays voisins. Par le passé, le gouvernement a utilisé l'arme de l'aide alimentaire comme moyen de pression contre ses opposants

présumés, et les informations qui paraissent actuellement dans la presse indiquent que les milices affiliées au parti au pouvoir se chargent de la distribution de l'aide alimentaire dans la province de Masvingo.

« *La communauté internationale, et en particulier les pays de l'Afrique australe, doit prendre conscience du fait que les atteintes aux droits humains et la crise humanitaire menacent non seulement le Zimbabwe mais aussi l'ensemble de cette région du monde* », a souligné Amnesty International.

Pour mettre fin à la crise des droits humains au Zimbabwe, il faut traduire en justice les personnes soupçonnées d'avoir planifié, orchestré et commis de graves atteintes aux droits humains, même si ces personnes occupent des postes haut placés ou exercent un certain pouvoir.

Mettre fin à l'impunité serait une première étape pour que la population puisse faire de nouveau confiance à la police et au système judiciaire. Il est également vital d'entreprendre les réformes nécessaires pour mettre ce dernier

en conformité avec les normes internationales d'équité.

Pour qu'il puisse être mis fin à l'impunité et que des réformes puissent être engagées, il faut que la communauté internationale, et plus spécifiquement les pays d'Afrique australe ainsi que le Commonwealth et les Nations unies, apportent leur soutien à tous les efforts qui seront faits pour que les droits humains figurent en tête de liste des questions à l'ordre du jour lors des rencontres avec le gouvernement zimbabwéen. Il faudrait par exemple insister auprès du gouvernement du Zimbabwe pour qu'il invite les rapporteurs spéciaux des Nations unies spécialisés dans les questions relatives aux droits humains à se rendre dans le pays _

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : www.amnesty.org